

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 13/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BBCI**

14 rue de l'Industrie  
BP 28  
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/AB/2024-1223A  
Code AIOT : 0005902527

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement BBCI implanté Chemin de Naglan 25620 LES MONTES-RONDS. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et de l'action nationales sur les substances per - et polyfluoroalkylées « PFAS » dont l'objectif est de veiller au respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et de prendre les mesures nécessaires pour réduire la présence des PFAS dans les effluents

Les référentiel utilisés sont :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/07/2018 ;
- l'arrêté Ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la

directive IED ;

- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées relevant du régime de l'autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BBCI
- Chemin de Naglan 25620 LES MONTES-ROUNDS
- Code AIOT : 0005902527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BBCI exploite à Villers-Sous-Montrond une installation de traitement biologique des terres polluées par des composés organiques. L'exutoire prévu des terres traitées est principalement la carrière BBCI voisine pour sa remise en état (déchets inertes). Depuis sa mise en service, BBCI Terres polluées a réceptionné 3 chantiers pour un total de 630 tonnes. Le site est exploité très en deçà de ses capacités, il n'y a pas eu de nouvelle admission depuis la dernière inspection. La dernière admission date du 16 décembre 2021.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
8	Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.	Demande d'action corrective	1 mois
15	Procédure de	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	sortie	25/07/2018, article Art 2.9.4.2.		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Seuils d'acceptabilité des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article 2.1.4.1	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2.	Sans objet
11	Emissions aqueuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1X	Sans objet
12	Emissions aqueuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V	Sans objet
14	Aménagement du site	Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.9.2.1.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :

- Des campagnes d'identification et d'analyse des substances PFAS qui présentent des non-conformités sur plusieurs points :

- défaut d'accréditation pour le prélèvement et pour la mesure ;
- méthode de prélèvement non précisée du point de vue de l'opération d'échantillonnage ;
- déclaration GIDAF fausse et incomplète.

- L'absence de mesure du paramètre NH3 pour les rejets atmosphériques ;

- La nécessité de remesurer le pH pour les rejets aqueux et d'identifier les causes du dépassement mesuré en mai 2024 ;

- L'absence d'un plan de situation permettant de localiser précisément les terres évacuées sur le site de la carrière de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas identifié de substances PFAS susceptibles d'être ou d'avoir été présentes dans les rejets aqueux de son établissement. Le procédé de traitement des terres polluées ne nécessite en phase de prétraitement un apport de compost utilisé en tant que structurant. En phase de traitement les terres sont recouvertes d'une géomembrane, la circulation de l'air dans les tertres s'effectue au moyen de drains d'aspiration disposés à la base des tertres et reliés à une turbine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé ses 3 campagnes conformément à l'AM du 20 juin 2023 et a transmis les résultats de ses 3 campagnes via GIDAF le 04 juin 2024 et le 03 juillet 2024 . Selon la déclaration GIDAF, les prélèvements ont été effectués les 27/03/2024, 17/04/2024 et 23/05/2024 (pour une échéance au 27 mars 2024 en ce qui concerne la première campagne). Les résultats auraient dû être transmis sur GIDAF au plus tard le : <ul style="list-style-type: none"><li>• 30 avril 2024 pour la première campagne</li><li>• 31 mai 2024 pour la seconde campagne</li><li>• 30 juillet pour la troisième campagne.</li></ul>

La mesure obligatoire du paramètre AOF, visant à estimer la quantité totale de PFAS (par utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique), ainsi que les 20 PFAS listés au 2° de l'article 3 de l'AM ont été analysés. Les PFAS « optionnels » listés au 3° de l'article 3 ont également été mesurés.

Dans le rapport d'analyse joint à la déclaration, les noms des PFAS analysés apparaissent sous la forme PFCA-Cx ou PFCS-Cx (ou x représente un chiffre). Pour la plupart des paramètres, le n° de cas indiqué correspond à un n° de cas figurant dans l'AM. Excepté pour 4 d'entre eux : PFSA-C9, PFSA-C11, PFSA-C12, PFSA-C13.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire (Sciences Environnement) afin d'établir les correspondances entre la codification utilisée par le laboratoire d'analyse et les substances listées dans l'AM. Cela permettra de vérifier la complétude des mesures attendues au 2° de l'article 3 de l'AM. Pour ce faire, il est conseillé de privilégier l'utilisation des codes SANDRE par rapport aux codes CAS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Les rapports joints aux déclarations GIDAF, ne contiennent pas d'information sur le laboratoire ayant réalisé les analyses ni sur le laboratoire ayant fait les prélèvements. Il n'est donc pas possible de vérifier si ces organismes disposent d'une accréditation COFRAC.. Pour rappel, les analyses ainsi que les opérations de prélèvement ne peuvent être réalisées que par des laboratoires disposant des accréditations et des agréments requis. Comme indiqué dans la note d'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, cette obligation permet de « garantir la maîtrise des méthodes employées et la robustesse des résultats obtenus ».

L'exploitant a transmis post inspection le rapport d'analyse complet établi par le bureau d'études Sciences Environnement. Les prélèvements ont été réalisés par Sciences Environnement et les analyses ont été confiées au laboratoire Aromalyse basé à Quetigny.

Après vérification sur le site de COFRAC, l'accréditation n° 1-7201 de ce laboratoire porte sur un seul paramètre acide perfluorooctanoïque (PFOA) parmi les 20 PFAS obligatoires et qui plus est sur les eaux douces et non les eaux résiduaires. Le bureau d'études Science Environnement n'est pas accrédité pour le prélèvement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de vérifier la fiabilité des résultats obtenus, il est demandé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesure supplémentaire qui portera a minima sur l'AOF et les 20 PFAS obligatoires listés à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime autorisation. Le prélèvement et l'analyse devront obligatoirement être réalisés par des organismes accrédités ainsi que cela est prescrit dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Exigences pour le prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

D'après les informations figurant sur le rapport d'analyse, les prélèvements ont été réalisés au droit du bassins de stockage des eaux pluviales de l'installation. Les échantillons ont été stockés en caisson réfrigéré (4°C +/- 1°C), à l'abri de la lumière, puis acheminés au laboratoire dans les plus brefs délais. La méthodologie d'échantillonnage mise en œuvre n'est pas précisée. Il n'est donc pas possible de confirmer que la méthode de prélèvement est conforme à celle du guide ministériel de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage.

Pour rappel, l'exploitant doit être capable de justifier d'une méthode de prélèvement proche de celle du guide échantillonnage (prélèvement sur 24 heures ou prélèvement ponctuel selon le 2.1.3.b (p13) du guide échantillonnage sur les prélèvements ponctuels - [https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide\\_echantillonnage\\_substances\\_eau\\_ICPE\\_VF\\_02\\_2022.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf) - à savoir 5 échantillons sur 30 minutes à 3 h)

Ce constat vient donc conforter la demande faite à l'exploitant dans le point précédent d'une campagne de mesure supplémentaire.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de justifier la réalisation d'un échantillonnage selon les exigences de l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b>  En ce qui concerne les substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, la limite de quantification de 100 ng/L (0,1 ug/l) est respectée d'après le rapport transmis sous GIDAF. De même, le seuil de 2 ug/l pour l'AOF n'est pas dépassé. Remarque : plusieurs substance PFAS sont indiquées : « tr » pour « traces détectées, quantité inférieure au seuil de quantification indiqué entre parenthèse » . Cela a conduit à des erreurs dans la déclaration faite sur GIDAF par l'exploitant (voir point suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  Les résultats des 3 campagnes ont été transmis via la plateforme GIDAF le 04 juin et le 03 juillet 2024, donc après les délais prescrits par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les délai de réalisation des 3 campagnes ont été respectés (chaque mois, au plus tard du 28 mars 2024 au 28



mai 2024). La restitution des résultats a été réalisée en deux fois, alors qu'elle aurait dû se faire chaque mois, le dernier jour du mois suivant chaque campagne mensuelle, au plus tard du 30 avril 2024 au 30 juin 2024.

L'examen des déclarations montre plusieurs non conformités :

- les analyses sont en ng/l, l'exploitant n'a pas effectué de conversion pour respecter le format de GIDAF en ug/l Il convient de souligner, qu'en l'état, cette installation apparaît comme l'un des 9 établissements en France qui auraient une concentration en PFAS > 25µg/ ;
- une mauvaise interprétation du sigle « tr » (pour traces) du labo a amené l'exploitant à déclarer des résultats alors qu'ils sont indiqués par le laboratoire comme quantités inférieurs au seuil de quantification (de plus et pour rappel, pour les valeurs quantifiées en dessous de 0,1 µg/l (100 ng/l), il faut cocher « résultat < LQ » afin qu'elles ne soient pas prises en compte dans le calcul du flux massique) ;
- l'absence de volume d'eau rejeté, ne permettant pas de calculer le flux journalier. L'exploitant est tenu d'indiquer un volume correspondant au rejet (soit un volume mesuré au moyen d'un débitmètre, soit estimé en fonction de la pluviométrie le jour du prélèvement et de la surface imperméabilisée récupérant l'eau pluviale). Cette valeur n'a pas besoin d'être précise. Elle permet d'avoir un ordre de grandeur pour calculer un flux journalier, servant à comparer la valeur obtenue avec celles des autres installations. A ce titre, l'exploitant peut consulter la pluviométrie sur les sites Meteociel ou Infoclimat ; pour rappel 1 mm de précipitations sur 24 h équivaut à 1 litre d'eau par m<sup>2</sup>, on en déduit le débit ou volume moyen journalier en m<sup>3</sup>/j ;
- l'absence d'information sur les organismes ayant réalisé les analyses et les prélèvements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de corriger ces erreurs de déclaration.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Seuils d'acceptabilité des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article 2.1.4.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Caractérisation des terres

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation

**Constats :**

Partant du constat de devoir refuser la grande majorité des terres polluées qui lui sont proposées, en raison de leurs concentrations en métaux lourds qui dépassent les seuils d'acceptabilité

préalables de son installation, l'exploitant a déposé un dossier à connaissance le 07/09/2022 pour solliciter la modification des seuils d'acceptabilité des déchets entrants en parallèle avec la mise en place d'une nouvelle filière de sortie des terres traitées vers les cimenteries.

L'augmentation de capacité envisagée pour la rubrique 3510 (traitement de déchets dangereux) de 22 tonnes / jour à 113 tonnes / jour, soit 91 tonnes / jour, dépasse en elle-même le seuil IED qui est de 10 tonnes / jour. En application du II de l'article R.122-2 du Code de l'environnement, l'inspection a notifié à l'exploitant, par courrier en date du 26 mars 2024, qu'une nouvelle évaluation environnementale était nécessaire.

Malgré l'investissement consenti pour réaliser son installation de traitement des terres polluées, l'exploitant envisage un arrêt de l'installation en raison des coûts de fonctionnement, notamment électricité pour alimenter la turbine et la surveillance des rejets aqueux et atmosphérique (mensuelle, semestrielle et annuelle) et l'immobilisation du foncier qui pourrait servir à d'autres activités.

Remarque : les terres proposées pour le traitement proviennent essentiellement de friches industrielles, systématiquement polluées en métaux lourds et donc refusées par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Effluents gazeux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limite d'émission

**Prescription contrôlée :**

Paramètre NH<sub>3</sub>, Valeur limite 20 mg/Nm<sup>3</sup>, fréquence de surveillance semestrielle

**Constats :**

Les éléments transmis post inspection (tableau de suivi + rapport d'essai du mois de mars 2024) ne comportent pas la mesure du paramètre NH<sub>3</sub>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai d'1 mois le tableau de suivi des rejets atmosphériques actualisé pour l'année 2024 accompagné du dernier rapport de mesure (second semestre 2024).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, fréquence de surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les mesures portent sur les rejets suivants : rejet n° 1.

Paramètres	Fréquence
Débit	Mensuelle
COV Totaux	Mensuelle
Benzène	Semestrielle
H2S	Semestrielle
Poussières	Semestrielle

**Constats :**

Au vu des éléments transmis post inspection, il n'est pas possible de vérifier que la fréquence de surveillance est respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les éléments attendus figurent dans le points précédent.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.3.2.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Conduit n°1	C o n c e n t r a t i o n s instantannées en mg/Nm3	Flux limite en kg/an
COV totaux excepté le Méthane	110	/
Benzène	2	3,4
H2S	5	/

Poussières	40	/
------------	----	---

La périodicité des contrôles que devra respecter l'exploitant est indiquée à l'article 2.10.2.1.

**Constats :**

Le rapport de mesure réalisé par l'Apave le 27 mars 2024 et le tableau de suivi de l'exploitant montrent que les rejets atmosphériques respectent les valeurs limites en concentration.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Emissions aqueuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1X

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et surveillance toutes installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/L	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/L	mensuelle

**Constats :**

Une surveillance mensuelle des paramètres MES et DCO est mise en place par l'exploitant depuis mars 2024.

Remarque : Les valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont plus contraignantes : MES 35 mg/l ; DCO 125 mg/l.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Emissions aqueuses**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3V

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et surveillance installations de traitement biologique

**Prescription contrôlée :**

Paramètre, Valeur limite, Fréquence de surveillance

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Azote total (N total)	25 mg/L	mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	mensuelle

**Constats :**

Une surveillance mensuelle des paramètres Azote total et du phosphore total est mise en place par l'exploitant depuis mars 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les VLE figurant dans le tableau de suivi sont à remplacer par les valeurs limites de l'arrêté ministériel du 17/12/2019. Il n'y a pas de dépassement constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.10.2.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter pour les eaux pluviales en sortie du bassin de collecte n°1, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO5	30

Azote global (exprimé en N)	30
Phosphore total	4
Phénols	0,3
Métaux totaux	15
Fluors et composés (en F)	15
CN libre	0,1
Hydrocarbures totaux	5
Composés organiques halogénés (en AOX)	1
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Température	< 30°C

*Nota: les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.*

#### Constats :

Il y a eu dépassement pour les MES en avril et juillet, respectivement 42 et 47 mg/l pour une VLE de 35 mg/l.

En ce qui concerne les paramètres faisant l'objet d'une surveillance annuelle, le rapport de QUALIO relatif aux prélèvements effectués le 21 mai 2024 montre que les concentrations maximales sont respectées, excepté pour le pH très élevé avec une valeur de 11,9 (pour mémoire le pH mesuré en 2022 et 2023 était de 8).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'expliquer ces dépassements et de procéder à une nouvelle mesure du pH dont le résultat sera communiqué à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 14 : Aménagement du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.9.2.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, imperméabilité

**Prescription contrôlée :**

<p>Les voies de circulation, les aires de stationnement, de traitement et de stockage des terres sont imperméables. Des vérifications de la qualité requise de cet ensemble sont effectuées annuellement par un organisme tiers indépendant et font l'objet d'attestations de conformité, tout défaut devant être corrigé immédiatement. L'exploitant devra garder la traçabilité de ce contrôle pendant 5 ans.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification de l'étanchéité de la plateforme « terres polluées » a été réalisée le 15 mars 2024 par le laboratoire routier EPSILON Ingenierie. L'attestation datée du 21 mars 2024 ne fait état d'aucun défaut de surface mettant en cause l'étanchéité de la plateforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Procédure de sortie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/07/2018, article Art 2.9.4.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation des terres traitées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant leur évacuation, les terres traitées ou lots de terres traitées font l'objet, sous la responsabilité de l'exploitant, et en conformité au chapitre 2.9.6 du présent arrêté, de la prise d'échantillons représentatifs qui seront analysés au regard de tous les paramètres visés à l'article 2.9.6.1.</p> <p>Les terres traitées sont évacuées sous un délai d'un an.</p> <p>Un des échantillons est conservé au moins 2 ans à la disposition de l'inspection des installations classées, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.</p> <p>Cette caractérisation doit permettre de s'assurer que l'exutoire projeté est conforme aux dispositions de l'article 2.9.4.1 ci-dessus.</p> <p>L'évacuation des terres traitées doit toujours se faire avec l'accord préalable et en connaissance de cause du destinataire de l'installation finale de stockage et/ou du propriétaire du terrain recevant les terres traitées.</p> <p>Pour chaque lot de terres évacué, l'exploitant doit disposer d'un plan de situation permettant la localisation précise de leur destination.</p> <p>Le respect des conditions de valorisation reste de la responsabilité du producteur initial du déchet. Chaque expédition de terres traitées doit être accompagnée d'une attestation de conformité aux dispositions de l'article 9.4.1 et du chapitre 2.9.6 du présent arrêté, établi par l'exploitant du site BBCI sous sa responsabilité.</p> <p>Les certificats sont numérotés, leurs copies sont rassemblées chronologiquement dans un classeur tenu à jour.</p> <p>Il n'appartient pas à l'inspection des installations classées de certifier la qualité des terres traitées.</p>

C'est à l'exploitant de démontrer aux utilisateurs que les conditions de valorisation fixées par le présent arrêté qui régit le fonctionnement de son installation, sont respectées.

**Constats :**

En ce qui concerne le lot identifié « La Veze », les analyses de avril 2023 montraient que les terres étaient prêtes à être évacuées en classe 3. Les analyses réalisées en juin 2024 indiquent que les terres du lot « garnier » présentent des concentrations inférieures au seuil A défini à l'article 2.9.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation. Les 2 lots de terres ont été évacuées le 16 octobre 2024 vers l'installation de stockage de déchets inertes (classe 3) attenante au site et également gérée par l'exploitant. Il ne reste donc plus qu'un lot de terre en cours de traitement sur le site. Pour rappel, depuis le début de l'exploitation en 2020, 3 lots seulement ont été réceptionnés.

Les échantillons de terres correspondant aux terres évacuées sont conservées dans un réfrigérateur et ont été présentés à l'inspection. Le plan de situation de la zone de remblai de la carrière gérée par l'exploitant n'a pas encore été actualisé (dernière version datée du 08/08/2024) et ne permet donc pas pour l'instant de localiser précisément la destination de ces terres. Questionné sur les attestations de conformité censées accompagner ces 2 expéditions, l'exploitant a indiqué qu'il n'en n'a pas établi et que l'analyse des terres démontrant des concentrations inférieures au seuil A en tient lieu.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à transmettre dans un délai de 3 mois un plan de situation actualisé avec la localisation précise des terres concernées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois